

Document

Hugo Chávez et les médias privés

(par Salim Lamrani - <http://www.mondialisation.ca>)

Le 9 août 2009

Le 2 août 2009, Reporters sans frontières (RSF) a publié un communiqué dénonçant la fermeture de « *trente-quatre médias audiovisuels sacrifiés par caprice gouvernemental* » au Venezuela. L'organisation parisienne « *proteste avec vigueur contre la fermeture massive de médias audiovisuels privés* » et s'interroge : « *Est-il encore permis d'émettre publiquement la moindre critique envers le gouvernement bolivarien ? Cette fermeture massive de médias réputés d'opposition, dangereuse pour l'avenir du débat démocratique, n'obéit qu'à la volonté gouvernementale de faire taire les voix discordantes, et ne fera qu'aggraver les divisions au sein de la société vénézuélienne*¹ ».

RSF fait référence à la décision prise le 1^{er} août 2009 par la Commission nationale des Télécommunications (Conatel) de retirer la fréquence à trente-quatre stations de radio et télévision. Selon RSF, la décision serait uniquement motivée par le fait que ces médias se soient montrés critiques à l'égard du gouvernement d'Hugo Chávez. En un mot, il s'agirait d'un acte politique pour museler la presse d'opposition. Cette version a été reprise par la grande majorité des médias occidentaux².

Or, la réalité est tout autre et a été soigneusement occultée par RSF et les transnationales de l'information dans le but de tromper l'opinion publique et de transformer le gouvernement le plus démocratique d'Amérique latine (Hugo Chávez s'est soumis à quinze processus électoraux depuis son accession au pouvoir en 1998 et en a remporté quatorze lors de scrutins salués par l'ensemble de la communauté internationale pour leur transparence) en un régime portant gravement à la liberté d'expression.

En effet, la décision de la Conatel aurait été prise dans n'importe quel pays du monde dans une situation similaire. Plusieurs radios ont délibérément ignoré une citation de la Commission destinée à vérifier l'état de la concession et à actualiser leur situation. Après enquête, la Conatel a découvert de nombreuses irrégularités telles que l'existence de concessionnaires décédés dont la concession était utilisée illégalement par une tierce personne, le non-renouvellement des démarches administratives obligatoires, ou tout simplement l'absence d'autorisation d'émettre. Or, la loi vénézuélienne, similaire à celles du reste du monde, stipule que les médias ne renouvelant pas leur concession dans le délai légal ou émettant sans autorisation perdent leur fréquence, et celle-ci revient dans le domaine public. Ainsi, trente-quatre stations qui émettaient de manière illégale ont perdu leur concession³.

En réalité, la décision de la Conatel, loin de limiter la liberté d'expression, a mis fin à une situation illégale et a ouvert une politique de démocratisation du spectre radioélectrique vénézuélien afin de le mettre au service de la collectivité. En effet, au Venezuela, 80% des radios et télévisions appartiennent au domaine privé, alors que seules 9% d'entre elles se trouvent dans le domaine public, le reste étant dévolu aux secteurs associatif et communautaire. De plus, l'ensemble des médias privés vénézuéliens se trouvent concentrés entre les mains de 32 familles⁴.

Ainsi, une mesure prise par la Conatel pour mettre fin à une situation illégale a été complètement manipulée par RSF et les médias occidentaux.

RSF a pris fait et cause pour l'opposition vénézuélienne, responsable d'un coup d'Etat contre Chávez en avril 2002, putsch immédiatement avalisée par l'organisation parisienne. RSF défend particulièrement la chaîne putschiste *Globovisión*, qu'elle considère comme le symbole de la liberté d'expression au Venezuela⁵. Néanmoins, elle omet de signaler qu'en plus de sa participation au putsch de 2002, *Globovisión* a soutenu le sabotage pétrolier la même année, a lancé un appel aux contribuables afin de ne pas s'acquitter de leurs impôts et a appelé à l'insurrection et à l'assassinat du Président Chávez⁶.

Dernièrement, *Globovisión* a apporté son soutien à la junte putschiste du Honduras qui a renversé le Président démocratiquement élu José Manuel Zelaya, unanimement condamnée par la communauté

internationale. Le propriétaire de la chaîne Guillermo Zuloaga Núñez a ainsi reconnu le gouvernement illégal de Micheletti tout en lançant un appel au coup d'Etat : « *Le gouvernement auto-proclamé de Micheletti respecte la Constitution et nous aimerions, nous aimerions vraiment qu'ici au Venezuela on respecte la Constitution comme on est en train de la respecter au Honduras*⁷ ».

RSF ne défend pas la liberté d'expression au Venezuela. Elle préfère se ranger aux côtés des ennemis de la démocratie.

Notes

¹ *Reporters sans frontières*, « Trente-quatre médias audiovisuels sacrifiés par caprice gouvernemental », 2 août 2009. <http://www.rsf.org/Trente-quatre-medias-audiovisuels.html> (site consulté le 3 août 2009).

² *Agencia Bolivariana de Noticias*, « Productores independientes respaldan suspensión de emisoras radiales ilegales », 4 août 2009.

³ Fabiola Sanchez, « Radios desafían a Chávez operando por internet », *The Associated Press*, 3 août 2009.

⁴ Thierry Deronne, « Au Venezuela, la bataille populaire pour démocratiser le 'latifundio' des ondes », 2 août 2009 ; *Agencia Bolivariana de Noticias*, « Medida de Conatel no afectará libertad de expresión e información en Venezuela », 4 août 2009.

⁵ *Reporters sans frontières*, « Le gouvernement accélère sa croisade contre les médias privés en voulant modifier les lois et les règles », 21 juillet 2009.

⁶ Salim Lamrani, « Reporters sans frontières contre la démocratie vénézuélienne », *Voltaire*, 2 juillet 2009.

⁷ *Agencia Bolivariana de Noticias*, « Goblovisión apoya marcha a favor de gobierno golpista en Honduras », 22 juillet 2009.

Salim Lamrani est enseignant chargé de cours à l'Université Paris-Descartes et l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée et journaliste français, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis. Il a publié, entre autres, *Double Morale. Cuba, l'Union européenne et les droits de l'homme* (Paris : Editions Estrella, 2008). Son nouvel ouvrage s'intitule *Cuba. Ce que les médias ne vous diront jamais* (Paris : Editions Estrella, 2009) et comporte un prologue de Nelson Mandela.

Contact : lamranisalim@yahoo.fr ; salim.lamrani@parisdescartes.fr